

Comptes économiques rapides en 2020

En 2020, le Produit Intérieur Brut (PIB) diminue en volume de 7,6 %, soit une évolution comparable à celle de la France hexagonale mais plus marquée que dans les autres Départements et Collectivités d'Outre-mer. L'ensemble des composantes de la demande est en retrait, excepté les investissements qui restent encore soutenus. La crise sanitaire a provoqué une contraction du marché du travail notamment au niveau des emplois touristiques. Le revenu du travail diminue fortement dans ce contexte. La masse salariale comme le revenu disponible brut des ménages sont en baisse, malgré un soutien public important et inédit en Polynésie française. Cette évolution, conjuguée à des prix à la consommation stables, diminue le pouvoir d'achat des ménages dont la consommation recule de 5 % en volume.

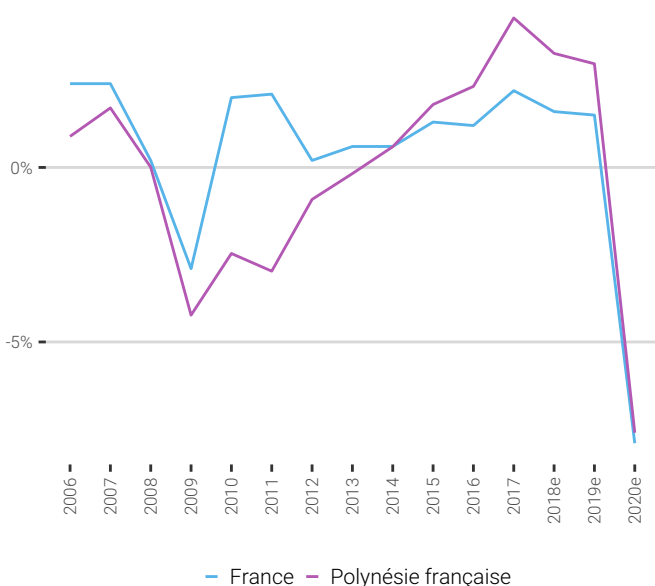
Le recul des exportations de biens et de services conjugué aux restrictions sanitaires affecte lourdement l'économie

TABLE 1. Les principaux agrégats et leur évolution

Unité : milliards de F.CFP	2019e	2020 au prix de 2019	Valeur	Prix	Volume
Produit Intérieur Brut	657,2	607,1	-7,3%	0,3%	-7,6%
Consommation des ménages	418,1	397,2	-5,1%	-0,1%	-5,0%
Consommation publique	200,8	204,4	1,7%	-0,1%	1,8%
Investissement public	29,6	31,4	6,0%	0,1%	5,9%
Investissement privé	102,9	107,3	5,8%	1,4%	4,4%
Importation de biens et de services	225,6	194,5	-16,3%	-3,0%	-13,8%
Exportation de biens et de services	129,2	59,3	-57,7%	-7,9%	-54,1%

Après une croissance estimée à 2,7 % en 2019 en volume, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Polynésie française se contracte très fortement en 2020 (Graph 1). Cette dégradation économique, la plus importante jamais observée depuis l'ouverture du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) dans les années 60, s'explique principalement par un repli significatif de la demande extérieure (- 54%) et une offre de biens et services en baisse qui impacte le marché du travail, les revenus et la consommation des ménages.

Fig. 1. Évolution du taux de croissance du PIB en volume



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, INSEE

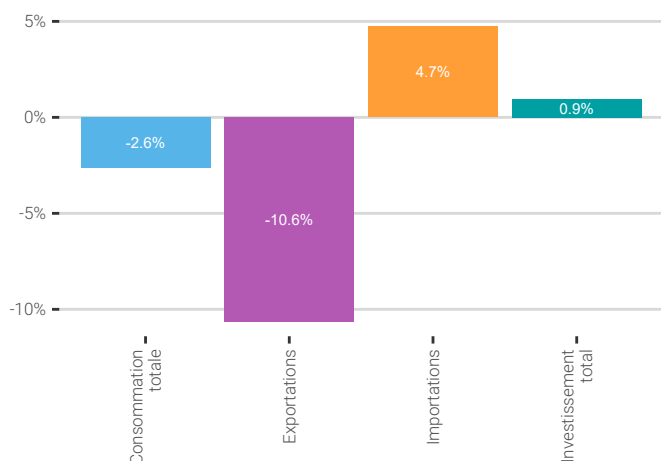
Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Les éléments qui contribuent à la contraction économique (Graph 2) sont principalement les exportations de biens et de services, et la consommation des ménages. A contrario, le secteur public a amplifié ses dépenses de fonctionnement et d'investissement, soutenant ainsi une demande fragile. Les investissements privés, essentiellement ceux des ménages plus résilients face à la crise, ont continué de croître en 2020 profitant d'un contexte de taux de financement bas, ceux des entreprises étant concentrés sur quelques opérateurs locaux d'envergure dans les secteurs immobiliers et transports voire du tourisme et du commerce.

Ainsi, la forte baisse des exportations de biens et de services contribue pour 10,6 points à la baisse du PIB, et celle relativement moins importante de la consommation à hauteur de 2,6 points.

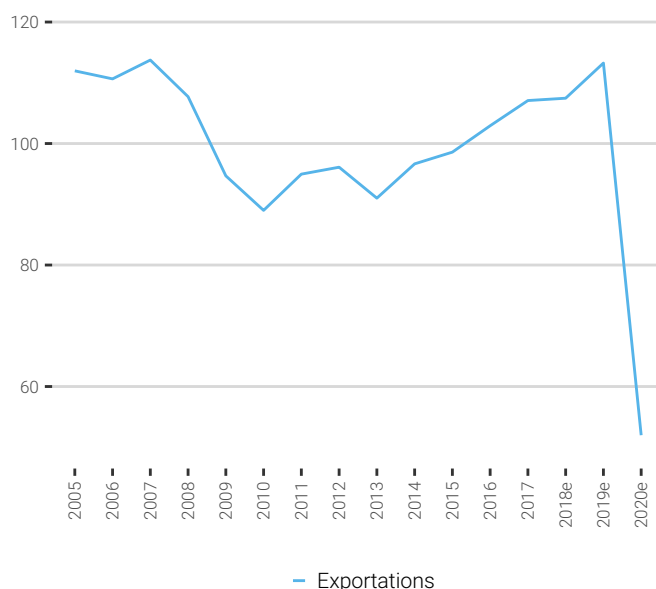
Dans le même temps, la baisse d'activité s'accompagnant d'une baisse des importations de biens mais aussi de services, essentiellement touristiques, contribue positivement à la croissance, limitant la contribution négative du commerce extérieur à - 6 points.

Fig. 2. Contributions à la croissance en volume en 2020



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Fig. 3. Évolution des exportations réelles au prix de 2005



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Forte baisse des dépenses touristiques et des exportations

Les restrictions prises dans le monde pour lutter contre la propagation de la Covid-19 ont nettement impacté le secteur touristique. Le nombre de touristes est en baisse de 67,5 % : il passe de 236 650 touristes en 2019 à 77 000 touristes en 2020. La clientèle américaine et européenne (France incluse) contribue pour - 47 points à la baisse. Le nombre de nuitées touristiques s'établit à 1,4 million, soit 2 millions de moins qu'en 2019, malgré la hausse de la durée de séjour à 18,2 jours (+ 3,3 jours).

Le chiffre d'affaires des entreprises déclarantes à la TVA s'est contracté de 11 %. Les seules pertes d'activité des entreprises liées au tourisme (- 40 % sur un an) y contribuent pour 9 points soit plus de la moitié de la contraction du PIB estimé en 2020. Les secteurs du transport aérien et de l'hôtellerie (7 800 emplois en 2019) sont les plus touchés avec des pertes de chiffre d'affaires de plus de 60 % par rapport à 2019 et une baisse de 15 % des emplois, soit 1 100 emplois supprimés. A noter que 750 emplois sont encore fragilisés, en lien avec la diminution du nombre d'heures travaillées. Les aides publiques destinées aux salariés ont permis de contenir les ajustements entre l'emploi et l'activité. En effet, 12 milliards de F.CFP ont été consacrés à la préservation de l'emploi, dont 6,4 milliards de F.CFP de mesures exceptionnelles entre mars et novembre 2020. Ce recul sans précédent de l'activité touristique explique plus des deux tiers de la baisse d'activité globale en 2020.

Les exportations de biens locaux sont aussi pénalisées par l'absence de débouchés et de moyens de transport. En valeur, ces exportations reculent de plus de 5 milliards de F.CFP, soit - 44 % par rapport à 2019. Cette contraction, qui concerne la quasi-totalité des produits à l'exportation, résulte notamment du repli des exports de produits perliers (- 51 %), de poissons (- 53 %) et de vanille (- 52 %). Seules les exportations de coprah par voie maritime sur un navire dédié, ont été affectées dans une moindre mesure (- 7 %).

La consommation des ménages se contracte fortement

En Polynésie française, la consommation des ménages est traditionnellement le premier moteur de la croissance. Cette année, pénalisée par une contraction importante des revenus des ménages, celle-ci contribue pour un tiers à la baisse du PIB. Ce recul historique de 5 % en volume s'explique par la forte diminution de revenu disponible brut des ménages (RDBM) qui perd plus de 3 % en valeur. Cette baisse du revenu disponible est liée à la réduction de la masse salariale de 10 milliards de F.CFP (- 3,5 %) et à celle, plus élevée, de l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles (- 12 %). Ce dernier agrégat est impacté par la contraction d'activité globale (transport, hôtellerie, etc.) et par les conséquences des mesures de confinement. Cette forte baisse des revenus du travail (- 6 %) a été en partie compensée par la mise en place d'un plan de sauvegarde qui a été déployé pour préserver les emplois et la trésorerie des entreprises. Les dispositifs de sauvegarde de l'économie mis en place dès le début de la crise ont permis de mobiliser plus de 12 milliards de F.CFP par le Pays, 60 milliards par l'État et autant par l'IEOM, dans le cadre de sa politique monétaire accommodante. Les aides du Pays ont soutenu principalement le revenu des salariés et des travailleurs indépendants, via le versement de revenus compensatoires et la mise en place d'activités aidées pour les personnes sans emploi. Celles de l'État sont plus ciblées sur les entreprises (Fonds de solidarité, garanties de prêts bancaires) afin de maintenir les moyens de production en Polynésie française. L'IEOM participe au dispositif en mettant à disposition des banques locales des liquidités supplémentaires et en allongeant la validité de la cotation des entreprises.

Selon l'enquête de conjoncture réalisée auprès des ménages publiée par le CEROM en avril 2021, la crise a impacté l'emploi de près d'un tiers des foyers, sous forme de perte d'emploi ou de réduction des heures travaillées. Un an après le début de la crise de la Covid-19, la moitié des ménages indique ne pas être en mesure d'épargner. La confiance des ménages s'est donc érodée tout au long

de l'année, avec l'amplification de la crise sanitaire en novembre et des mesures de restrictions associées. La baisse de la production de crédits à la consommation (- 18,7 % par rapport à 2019) ainsi que le recul des importations de biens destinés aux ménages (- 7,2 %) illustrent cette perte de confiance. Celle-ci se retrouve dans la constitution d'une épargne qui est d'une part, « forcée » par les contraintes de consommation liées aux mesures sanitaires (restrictions sur les déplacements, interdiction des grands rassemblements commerciaux, culturels et sportifs, ...) mais aussi de « précaution ».

Dans ce contexte hors normes où les recettes fiscales sont en baisse alors que les besoins sont croissants, le Pays a bénéficié d'un prêt garanti par l'État qui lui a permis de soutenir la Caisse de prévoyance sociale (CPS) et de financer une partie des mesures mises en place pour faire face à la crise : dispositifs de soutien à l'emploi, aux entreprises, aux ménages vulnérables et dépenses imprévues directement liées à la gestion sanitaire. Ainsi, les dépenses de consommation des administrations publiques augmentent de 1,8 % en volume et contribuent à limiter les effets de la crise.

TABLE 2. Comptes des ménages simplifié

Unité : milliards de F.CFP	2019	2020	Variation
Excédent brut d'exploitation	107,3	94,1	-12,3%
Salaires	282,9	273,0	-3,5%
Autres revenus	65,5	71,8	9,7%
Prestations sociales	64,1	64,3	0,2%
Impôts	25,3	24,3	-4,1%
Revenu disponible	494,5	478,9	-3,2%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Première tendance sur le PIB 2021 : Après un fort recul en 2020, l'activité économique connaîtrait un rebond fragile et progresserait d'environ 2 % en 2021.

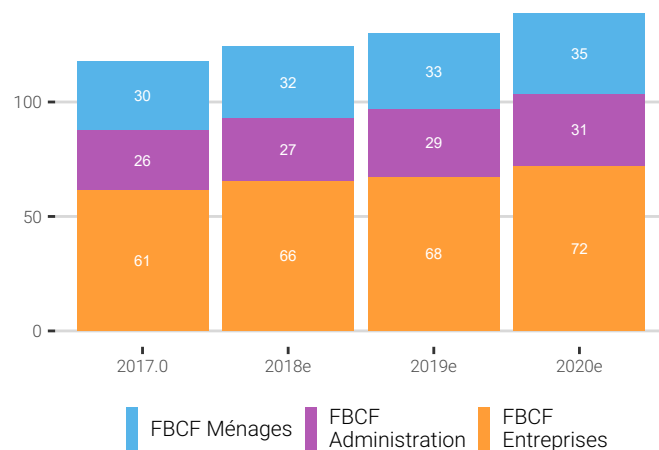
Malgré un début d'année encore marqué par des restrictions sanitaires, l'ouverture progressive des frontières à partir de début mai ainsi que l'accélération de la campagne de vaccination devraient permettre de retrouver une trajectoire de croissance favorable dès le deuxième trimestre. L'activité économique commence à se redresser dès avril, en dépit de l'existence de difficultés d'approvisionnement dans certains secteurs. Elle connaîtrait surtout un rebond significatif sur le deuxième trimestre 2021, puis au début du deuxième semestre avec la reprise du secteur du tourisme, sans pour autant rejoindre les niveaux record de 2019. Les mesures de restriction sanitaires (couvre-feu, confinement général) instaurées à partir du 11 août 2021 devraient limiter ce rebond potentiel. Le PIB pourrait ainsi progresser en 2021 d'environ 2 %. L'inflation s'élèverait

à 1 % en moyenne annuelle en 2021 en tenant compte de certains aléas (coût du transport, pétrole...). L'activité ne retrouvera pas son niveau pré-Covid cette année. La croissance du PIB devrait être essentiellement portée par la contribution de la demande extérieure, en particulier touristique, et par la bonne tenue des investissements publics et, dans une moindre mesure privée. La consommation des ménages qui devrait légèrement croître (+ 1 %) avec le regain d'activité et d'emploi, devrait être supérieure à la baisse du soutien public. Outre les risques sanitaires, des aléas significatifs pourraient affecter cette projection dans cette période de rebond. D'abord, l'ampleur et la vitesse d'utilisation du surplus d'épargne financière accumulé par les ménages et sur les arbitrages qui seront effectués entre importations de services ou investissement ; ensuite, l'ampleur et la durée des tensions sur les prix des matières premières et des intrants.

La hausse des investissements concerne l'ensemble des agents économiques

Après + 5,5 % en 2019, l'investissement progresse de 4,7 % en volume en 2020. Les investissements privés (ménages et entreprises) s'élèvent ainsi à 107 milliards de F.CFP (au prix de 2019) et les investissements publics des administrations à 31 milliards de F.CFP (au prix de 2019). Les investissements publics sont principalement orientés vers la construction. Ils progressent de 5,9 % avec l'effort important du Pays pendant cette crise. Les ménages poursuivent leurs investissements dans le logement (+ 5 %) profitant de taux d'intérêt favorables, de leur épargne forcée par les restrictions et par des aides à la construction et à la rénovation de logement. Ainsi, le volume des prêts à l'habitat croît de 3,4 % en 2020. Certaines entreprises polynésiennes finalisent les investissements lancés avant crise, d'autres les reportant, voire renouvèlent et acquièrent de nouveaux outils de production. Ces opérations ne concernent cependant qu'une part limitée des entreprises sur quelques secteurs (immobilier, transport voire tourisme ou commerce) ayant concrétisé leurs intentions d'investissements de longue date essentiellement au cours du 1^{er} trimestre 2020.

Fig. 4. Évolution des investissements en volume au prix de 2005



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

La contraction des importations compense en partie l'effet négatif de la baisse des exportations

Alors que les importations (hors énergie et avions) progressaient de manière continue depuis 2014, elles se contractent fortement en 2020 (- 5,5 %). C'est, en valeur relative, la plus forte baisse observée après celle de 2009 (- 12 % sur le même champ). La baisse des importations des produits de l'industrie automobile et de biens de consommation contribue pour plus de 3 points au recul. La facture énergétique s'est par ailleurs réduite de 5,5 milliards de F.CFP à 16,6 milliards de F.CFP en 2020. Cette réduction de la facture s'explique par des volumes en baisse de 8 % liée à la diminution du trafic aérien mais aussi routier, et également par la baisse des prix du baril de pétrole cette année. Ainsi, en moyenne, les prix à l'importation ont baissé de 18 %. Si la contraction des importations de biens est importante, celle de services, composée essentiellement de services touristiques, a été divisée par deux. Le nombre de voyages des polynésiens à l'extérieur, très limité par la fermeture des frontières est passé de 91 000 en 2019 à 35 000 en 2020. Leurs dépenses extérieures ont ainsi diminué de 10 milliards de F.CFP sur un an. Ce type de voyage à l'extérieur étant essentiellement pratiqué par les résidents à fort pouvoir d'achat, cette non dépense a dû se retrouver pour une partie, dans de l'épargne forcée et pour une autre, dans des dépenses de constructions et d'aménagements ainsi que dans le tourisme domestique. Les importations de biens et de services diminuent ainsi de 13 % en volume.

TABLE 3. Évolution des importations

Unité : milliards de F.CFP	Importations 2019	Importations 2020 (au prix 2019)	Variation
Importations de biens de consommation			
Agriculture - Elevage	2,7	2,2	-17%
Produits de la mer	0,1	0,1	-37%
Industries agroalimentaires	38,4	36,8	-4%
Industries des biens de consommation	32,4	30,7	-5%
Industries des biens d'équipement	53,7	54	1%
Industries des biens intermédiaires	31,8	31,4	-1%
Produits pétroliers	31,9	25,6	-20%
Total	191,0	180,8	
Importations de services			
Transports	21,1	6,8	-68%
Activités financières	2	2,1	2%
Activités immobilières	0,5	0,5	2%
Postes et télécommunications	3,4	3,4	0%
Autres services aux entreprises	5,4	5,5	2%
Hôtels et restaurants	11	3,6	-67%
Autres services aux particuliers	1,7	1,7	-3%
Total	45,1	23,6	
Total biens et services	236,1	204,5	-13%








Source : Comptes économiques rapides - ISPF

L'action publique soutient l'emploi en 2020 avec des dispositifs innovants

En 2020, l'emploi salarié connaît son premier coup d'arrêt depuis plus de 5 ans. La crise sanitaire, le confinement, l'arrêt du tourisme ont été autant d'événements qui ont affecté un marché du travail polynésien majoritairement composé d'emplois tertiaires. Sur l'année 2020, le marché de l'emploi salarié a perdu 2 000 emplois, soit un recul de 3,1 %. Cette perte reste tout de même mesurée au regard de la contraction de l'activité. Les différents dis-

positifs de soutien ont ainsi permis d'éviter davantage de suppressions d'emplois. Ces pertes d'emplois auraient pu être deux fois plus importantes, au regard du recul du volume d'heures travaillées qui a été divisé par deux. On estime à 1 800 emplois, le nombre d'emplois « fragiles » qui ont été soutenus en partie par les aides publiques et par la volonté de maintenir les appareils de productions. Les pertes d'emploi concernent majoritairement les secteurs liés au tourisme, avec 1 400 emplois supprimés dans l'hôtellerie/restauration (- 18 %), soit deux tiers de la baisse globale. Sur ce seul secteur, le soutien public a contribué au maintien de plus de 1 000 emplois au regard de la contraction des heures travaillées (- 31 %). Dans le secteur de l'hébergement, restauration, les suppressions de postes ont concerné principalement les salariés percevant moins de 300 000 F.CFP avant la crise tout en sachant que ce secteur emploie une majorité de salariés gagnant moins de 200 000 F.CFP. Au global, la masse salariale versée par les entreprises s'est contractée de 10 milliards de F.CFP (- 4,6 %) dont les trois quarts dans les seuls secteurs de l'hôtellerie/restauration et du transport aérien. Si les aides publiques n'ont pas permis de sauvegarder tous les emplois mis en difficulté par la crise, alors même que les offres d'emplois sont absentes et que le chômage n'est pas indemnisé, l'action publique s'est portée sur de nombreux dispositifs inédits (CAES, conventions d'aide exceptionnelle de solidarité, etc.), destinées aux foyers sans revenus en contrepartie de travaux d'intérêt général afin de leur proposer un revenu.

Télécharger les données

-  Évolution du taux de croissance du PIB en volume (Fig. 1)
-  Contributions à la croissance en volume en 2019 (Fig. 2)
-  Les principaux agrégats et leur évolution (Tab. 1)
-  Compte de ménages simplifiés (Tab. 2)
-  Évolution des exportations réelles au prix de 2005 (Fig. 3)
-  Évolution des investissements en volume au prix de 2005 (Fig. 4)
-  Évolution des importations (Tab. 3)

Méthodologie

Les premiers résultats issus des comptes rapides

L'année 2014 marque la réalisation d'un premier compte économique rapide en Polynésie française produit par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD, et l'IEOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données sera collectée. L'évolution du **PIB réel** (en volume) élimine de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le **PIB en valeur** (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne.

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le TES 2011 (Tableau des Entrées - Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

Le revenu brut des entreprises individuelles, en comptabilité nationale, est une composante du revenu des ménages; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il est analogue aux revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

Les publications du CEROM - Polynésie française

- L'économie polynésienne post C.E.P. une dépendance difficile à surmonter 1995 - 2003 (décembre 2007)
- Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010 (octobre 2010)
- Tableaux de bord CEROM - Polynésie française, mensuels

Comptes économiques rapides de la Polynésie française,

- 2015, N° 2 - juillet 2016. « La demande intérieure privée, moteur de la croissance »

- 2016, N° 1 - juillet 2017. « En 2016, consommation des ménages et activités touristiques, principaux moteurs de la croissance »
- 2017, N° 1 - juillet 2018. « La consommation des ménages porte la croissance du PIB en 2017 »
- 2018, N° 1 - août 2019. « Tous les feux passent au vert »
- 2019, N° 1 - août 2020. « Tourisme et demande intérieure porte la demande ».
- Covid-19 : Risques conjoncturels pour l'économie polynésienne; (juin 2020)
- Impact du COVID-19 : résultats de l'enquête auprès des entreprises; (novembre 2020)
- Les entreprises face à la crise en mai et juin 2020; (août 2020)
- Impact de la Covid-19 : 3e enquête;
- Estimation du PIB 2020; (décembre 2020)
- Où en sont les ménages après un an de crise Covid-19? (mars 2021)
- Bilan macro économique 2006-2018; Une crise économique profonde et un modèle à renouveler; CEROM 2020
- L'économie bleue en Polynésie française, août 2016. « Un atout et des opportunités de croissance »

Pour en savoir plus :

- www.cerom-outremer.fr
- www.afd.fr
- www.ieom.fr
- www.ispf.pf

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Référence
Numéro	1275
Auteur de la publication	Julien VUCHER-VISIN
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépôt légal	Septembre 2021
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2021 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	1247-7370